

**Michaël Bourlet, Yann Lagadec, Erwan Le Gall (dir.),  
*Petites patries dans la Grande Guerre*, Rennes,  
PUR, 2013, 250 pages.**

**Frédéric Rousseau**

Réunis par Michaël Bourlet, Yann Lagadec et Erwan Le Gall, dix contributeurs se penchent sur le « fait régional » en Grande Guerre, un « fait » assez peu questionné il est vrai, tant la question de la motivation « patriotique » et « nationale » des combattants et des sociétés pèse sur les travaux et les débats depuis une vingtaine d'années. C'est donc en premier lieu à un changement d'échelle bienvenu que nous convient les auteurs ; il importe également de souligner que ce livre collectif est le fruit d'une journée d'études exploratoire inscrite dans un programme de recherches plus ample devant avoir comme point d'orgue un colloque organisé en mai 2014. C'est donc à cette aune que doit être apprécié le caractère critique de cette recension. Des trois sections qui composent le livre, la première aborde le cas breton. On notera les précisions utiles fournies par Yann Lagadec, qui se montre très prudent s'agissant d'une éventuelle spécificité bretonne, et qui note l'écart existant entre les représentations et la réalité des pertes régionales. Effectivement, il convient d'interroger les pertes bretonnes, supérieures à la moyenne, au prisme des structures sociales et démographiques de la région. Cet article tout en nuances est en lui-même un répertoire de pistes à explorer. Erwan Le Gall aborde quant à lui le cas du 47<sup>e</sup> RI de Saint-Malo ; les jeunes chercheurs y trouveront notamment une description critique et pertinente d'une source aujourd'hui banale car accessible à tous : le fichier des « Morts pour la France » sur le site internet [Mémoire des hommes](#). Mais à quoi sert une méthodologie rigoureuse sans questionnement véritable ? À quoi bon reprendre sans la moindre discussion un poncif aussi éculé que celui des « sacrifices consentis » (p. 75) ? Les travaux remettant en cause la thèse du « consentement patriotique » défendue par les historiens culturalistes tels que Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker ne manquent pourtant pas (travaux d'André Loez, de Nicolas Mariot pour la France, de Benjamin Ziemann pour la Bavière, etc.). L'auteur signale également qu'après quelques mois, la presse locale supprime sa rubrique des morts et des blessés ; mais, est-ce vraiment à mettre au compte de la lassitude des parents, fatigués de lire ces interminables listes ? Ne serait-ce pas plutôt une stratégie des autorités visant à ne pas affoler la population devant l'étendue des pertes ? L'usage des sources est également problématique : les *Historiques régimentaires* sont-ils des « témoignages » ? Ne faut-il pas interroger leur visée edificatrice ? Et puis, que dire du fait que certains acteurs locaux estiment nécessaire de réaffirmer le lien du régiment avec la ville ? Les lettres du sous-lieutenant Rochard témoignent-elles seulement de son lien à la Bretagne (p. 87) et surtout témoignent-elles pour tous les autres ? Peut-on monter en généralité à ce point ? Vient ensuite l'article de Véronique Goloubinoff et David Sbrava consacré aux archives photographiques et filmiques de l'armée ; se voit soulignée la richesse de ces fonds qui dévoilent notamment le rôle de la Bretagne comme front maritime ; mais on retiendra surtout

que les auteurs doutent de la pertinence d'une approche régionale les concernant. En effet, plus que des soldats de telle ou telle origine régionale, ce sont des poilus, individualisés mais anonymes, qui sont immortalisés par les opérateurs.

La seconde section de l'ouvrage élargit le champ à d'autres régions françaises. C'est peut-être la section qui ouvre le plus de perspectives. Jérémie Halais traite ainsi du recrutement de la subdivision de Granville (Normandie) à partir des registres matricules. Fort à propos, il compare les données recueillies au travail de Jules Maurin sur le Languedoc. Un travail à prolonger. Puis, l'expérience combattante des soldats du Nord et du Pas-de-Calais est évoquée par Michaël Bourlet qui débute par un tableau général rappelant rapidement les caractères spécifiques de cette région en insistant sur l'existence d'« une mosaïque de petites patries » renforcée récemment par l'industrialisation. Fort bien, mais faut-il y voir une originalité de cette région qui « contrairement à d'autres régions françaises » ne posséderait pas d'« identité régionale » ? On relève ici une certaine contradiction avec les propos tenus dans l'introduction par ce même auteur concernant « l'angle mort historiographique » que représentent les études centrées sur le fait régional. Et on a alors envie de lui demander comment il sait que d'autres régions françaises possèdent une identité régionale... En outre, si Dorgelès et Barbusse ont certainement beaucoup contribué à renforcer les représentations stéréotypées des nordistes, est-ce une raison suffisante pour élever leurs romans de guerre au rang de témoignages décisifs pour l'objet d'étude ? Est-ce vraiment si étonnant que des expressions témoignant d'un attachement à la région d'origine (doublement perdue quand elle est occupée) jalonnent les correspondances ? Ici, le problème principal vient du fait que sont convoquées et mises sur le même plan des sources possédant des natures et des statuts très différents ; au final, cela affaiblit considérablement la démonstration qui du coup ne dépasse guère le stade de l'illustration d'une thèse que l'on peine à discerner. Fort heureusement, l'étude d'histoire socio-culturelle proposée par Odile Roynette est autrement charpentée ; elle concerne le regard porté par les linguistes sur le vocabulaire des poilus. Après un bref état des lieux linguistiques suit une analyse fine des enquêtes des deux principaux linguistes de la période, Albert Dauzat et Gaston Esnault. La reconstitution des carrières académiques et militaires de ces deux savants vient ensuite éclairer leurs pratiques ainsi que l'orientation de leurs travaux respectifs. On aperçoit qu'en dépit des différences notables existant entre les deux méthodes d'enquête, les deux études se caractérisent par la mise à l'écart, voire l'occultation, des régionalismes et des mots relevant des langues régionales qui n'entrent pas dans leur logique consistant à traquer la dispersion d'une langue parlée « populaire », les transferts éventuels ainsi que l'apparition de néologismes, etc. En mobilisant les travaux du sociologue Pierre Bourdieu sur le langage (*Ce que parler veut dire*, Fayard, 1982), on comprend effectivement mieux « ce qui se joue » dans ces enquêtes bâties sur le présupposé que les usages locaux sont des usages dominés et « impropres à incarner l'esprit d'un peuple en lutte » (p. 173).

La troisième partie offre un élargissement supplémentaire et nous projette hors de France. Pour le colloque à venir, il faudra tout de même réfléchir à la pertinence de ce découpage en cercles de plus en plus larges... Il reste que dans sa présentation, Raphaël Georges estime que le cadre régional permet d'aborder le cas de l'identité alsacienne-lorraine et de dévoiler les spécificités de l'expérience de guerre de sa population qui elle-même fut un enjeu de la guerre. Le chiffre de 380 000 soldats d'Alsace-Lorraine enrôlés dans l'armée allemande est avancé ; sans doute inclut-il les Allemands du territoire annexé. Malgré ce biais, cela donne la mesure du problème

parfaitement posé par l'auteur : la grille de lecture régionale est-elle finalement bien adaptée à cette réalité, sachant en outre que l'armée impériale compte bien d'autres minorités nationales en son sein ? Son application ne conduit-elle pas à exagérer des particularismes qui en définitive ne sont pas différents pour des Bavaois et des Badois ? Raphaël Georges rappelle que pour les soldats issus de minorités nationales, le fait de ne pas apprécier les Prussiens n'empêche aucunement les uns et les autres de faire leur guerre. S'agissant des désertions qui seraient plus importantes chez les Alsaciens-Lorrains que chez les autres minorités allemandes, de quoi témoignent-elles ? D'une propension supérieure de ces soldats-là à désobéir ? D'un manque de goût pour la guerre qui serait chez eux plus prononcé ? D'un amour intense pour la France dont ils avaient jusque-là pourtant supporté d'être séparés ? Difficile à dire. Mais on ne peut pas exclure que le fait d'anticiper et d'escompter un bon accueil du côté français soit entré dans beaucoup de décisions. À l'évidence, ni un Badois ni un Bavaois ne possèdent une telle opportunité de quitter la guerre sans trop de risques. Les pages consacrées aux spécificités de l'expérience de l'après-guerre dans la région reconquise sont également très stimulantes. La question des « Malgré nous » permet de réinterroger le désormais vieux couple « consentement-contrainte ». Un couple particulièrement usé. Il reste que s'agissant de la réponse à l'ordre de mobilisation, et quel que soit le tabou attaché à cette question, on peine à voir en quoi la situation des conscrits alsaciens de l'armée allemande en août 1914 différait radicalement de celle des mobilisés languedociens de l'armée française. Quoi qu'en disent les discours rétrospectifs et tardifs, les « Malgré nous » de 14-18 ont bien peu en commun avec ceux de 40-45. S'il est si difficile d'accéder aux motivations, aux mobiles, peut-être faut-il davantage interroger les pensables et les possibles.

Carl Pépin consacre son papier à l'effort de guerre du Canada français vu à travers les chroniqueurs français qui globalement se sont montrés déçus par le manque d'enthousiasme des Québécois pour la guerre. En définitive, seule la conscription, introduite en 1917 non sans difficultés, permit d'augmenter les effectifs de Canadiens-Français. Espérons qu'un tel exemple d'indifférence inspire les réflexions des historiens travaillant sur d'autres contrées, la France notamment. Avec Nathalie Philippe, l'enquête se transporte en Nouvelle-Zélande, colonie anglaise depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et ayant acquis, comme l'Australie, le statut de *dominion* depuis 1907. Même si l'on peut se demander si nous sommes toujours dans le cadre régional tel que défini en introduction de l'ouvrage, cet article présente l'avantage d'apporter beaucoup d'informations sur une région du monde peu ou mal connue du lectorat français. Nathalie Philippe revient évidemment sur le rôle matriciel généralement prêté au débarquement raté à Gallipoli pour la naissance de la nation néo-zélandaise avant d'étendre son étude, plus factuelle qu'analytique, aux engagements de ses troupes sur d'autres théâtres d'opération, sur le front ouest notamment. On retiendra notamment la participation des Maoris, doublement minoritaires. Un travail pour lequel on attend de prochains approfondissements. L'ouvrage se termine sur le papier qu'Emmanuel Cronier consacre aux particularismes culturels en tant que support moral des troupes alliées. L'évocation du cas états-unien montre que non seulement la guerre a maintenu les identités locales et les pratiques communautaires mais a parfois permis de les valoriser et de renverser les pratiques traditionnelles, en l'occurrence du gouvernement états-unien. L'expérience de guerre des quelque 13 000 Amérindiens qui ont servi dans l'armée états-unienne est particulièrement éclairante de ce phénomène. Toutefois, si l'on voit bien ce qui peut motiver l'armée, peu d'éléments permettent de comprendre pourquoi

les Amérindiens eurent proportionnellement un taux d'enrôlement supérieur à la moyenne nationale. Pourquoi des non-citoyens — à ce titre non astreints au service militaire — se sont-ils portés volontaires (la moitié) à ce point ? Trop de questions qui restent en suspens.

Vincent Joly s'est vu confié la difficile tâche de tirer les conclusions de cette première récolte qui pour être hétérogène ouvre aussi de larges perspectives. Peut-être est-il cependant hasardeux de conclure avec Antoine Prost et Jay Winter que si « la guerre continue dans une large mesure à être pensée dans un cadre national, c'est qu'elle a été vécue intensément comme un drame dont l'enjeu était la survie de la collectivité nationale ». En effet, si l'affaire semble entendue pour de nombreux intellectuels et représentants des classes dominantes, cela reste encore à démontrer pour l'ensemble des différentes sociétés belligérantes. Les historiens ont souvent tendance à prêter leurs propres croyances aux hommes et aux femmes dont ils écrivent l'histoire...

D'une façon plus générale, ce volume pose quelques problèmes de fond qu'il est peut-être encore temps de résoudre : s'agit-il de plaquer sur le fait régional une approche culturaliste, qui, déjà trop largement appliquée au fait national, est surtout caractérisée par un nombre d'aporées de plus en plus manifeste (sur ce point, voir l'apport récent et décisif de Nicolas Mariot, *Tous unis dans la tranchée ? 14-18 : les intellectuels à la rencontre du peuple*, Seuil, 2013) ? Une affirmation du type : « l'identité "régionale" en guerre est aussi — voire avant tout — de nature culturelle, au sens large du terme » (p. 13), sans autre précision, constitue une première énigme qu'il conviendrait d'élucider. Par ailleurs, plusieurs papiers soulignent le fait que ces attachements à la région d'origine ou ces marques distinctives régionales génèrent rarement une forme de revendication explicite d'une appartenance régionale. Voilà quelque chose à creuser : chez qui, précisément, percent de telles revendications ? Et pourquoi ne percent-elles pas davantage ? Est-ce à dire que la Grande patrie occupe tout l'espace identitaire des « régionaux » ? Ou faut-il y voir une certaine indifférence à la Région, assez comparable finalement, à une certaine indifférence à la Grande patrie ? Encore une piste à défricher. En fin de compte, l'un des risques majeurs de l'entreprise peut résider dans la surestimation du fait régional dans l'existence des individus et des groupes ; seule une attention réelle et soutenue aux ressorts sociaux, aux dynamiques et aux interactions socio-psychologiques qui sous-tendent nombre de comportements peut permettre de pallier cette difficulté. Cela suppose de pratiquer une histoire des représentations qui ne soit pas déconnectée de leurs substrats politiques et sociaux. Certains papiers témoignent d'ailleurs des problèmes induits par une approche par trop homogénéisante des sociétés, qu'elles soient nationales ou régionales.

Un problème de méthode pour terminer. Un grand nombre de contributions font un usage extensif de la citation de témoignages. Fort bien, ceux-ci représentent effectivement un gisement incontournable et d'une grande richesse. Que vaut la parole d'un témoin sans la situation sociale de celui-ci ? Les témoignages cités ne sont généralement ni pensés ni constitués en corpus ; ils autorisent des montées en généralité mal assurées, les témoins eux-mêmes sont autant de témoins interchangeables. Dans de telles conditions, font-ils preuve ou sont-ils l'illustration d'une thèse préconçue ? Affaire à suivre !